

Discours de Son Excellence Monsieur Gabriel Arcanjo Ferreira da Costa, Premier ministre de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

Merci Monsieur le Président, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement, Monsieur le Président de la Conférence, Monsieur le Directeur général, Messieurs les Ministres et Chefs des Délégations, Mesdames et Messieurs, au nom du Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe, je voudrais renouveler mes remerciements les plus profonds à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, à travers de son Directeur général Monsieur Graziano da Silva qui a bien voulu donner cette distinction à mon pays et pour laquelle nous sommes très honorés.

Je saisis cette occasion pour vous remercier Monsieur le Directeur général ainsi que tous les membres de votre équipe pour l'accueil que vous avez bien voulu nous réserver. C'est avec beaucoup d'honneur que j'ai accepté l'invitation pour participer aux activités réalisées dans le cadre de la trente-huitième session de la Conférence de la FAO à laquelle ont pris part plusieurs Chefs d'État et de Gouvernement, Chefs de délégations des États Membres, ce qui témoigne de l'importance et de la vitalité de notre Organisation.

Excellences, Mesdames et Messieurs, cette reconnaissance du mérite délivrée par la FAO au moment où nous allons célébrer le trente-huitième anniversaire de notre indépendance nationale, le 12 juillet prochain, est d'une part, un signe d'encouragement dans la poursuite de l'effort de développement, et d'autre part elle est la marque de la crédibilité qu'a le pays dans son parcours envers la consolidation du processus démocratique.

Le niveau que nous avons atteint aujourd'hui dans la lutte contre la faim est le résultat de la politique de continuité poursuivie par de successifs gouvernements dans l'effort commun de la nation en vue du développement économique et social du pays. Si l'instabilité politique dont nous souffrons ne nous a pas empêché d'atteindre cet objectif, néanmoins il faut reconnaître que nos résultats auraient pu être bien meilleurs dans un cadre politique et institutionnel plus stable mieux à même d'assurer la défense des valeurs de dignité et de la solidarité sociale.

En effet, la production alimentaire suffisante pour satisfaire les besoins élémentaires de la nutrition des populations constitue l'un des objectifs inscrits dans la nouvelle ligne de la politique de développement rural adoptée par le nouveau gouvernement. Nous sommes engagés définitivement dans la promotion et l'intensification de la production d'aliments, la sécurité et qualité alimentaire pour toute notre population.

Aujourd'hui nous faisons partie du groupe des pays qui ont enregistré des résultats exceptionnels car nous avons réussi à réduire la prévalence de la sous-alimentation sur notre territoire. Nous nous en réjouissons mais nous devons ne pas oublier que nous sommes toujours confrontés à des problèmes sociaux liés à la scolarisation des enfants, les problèmes de formation professionnelle, de santé parmi d'autres difficultés qui conditionnent sérieusement notre développement. La situation de nos enfants, nos jeunes insérés dans les milieux sociaux plus défavorisés reste encore très précaire, particulièrement dans un milieu rural où il y a des difficultés spécifiques face à très peu de ressources dont nous disposons et aux exigences que nous devons satisfaire.

Excellences, Mesdames et Messieurs, le combat que nous menons pour la réduction de la pauvreté et l'éradication de la faim, étant en tant qu'obstacle au développement risque de connaître des difficultés accrues devant l'actuelle conjoncture internationale. En effet, la réduction considérable du montant d'aide au développement en faveur des plus démunis constitue un obstacle majeur pour nous tous.

C'est la raison pour laquelle nous estimons que le Programme de travail et budget 2014-2015 et le Plan à moyen terme 2014-2017, présentés par le Directeur général, nous semblent aller dans la bonne direction.

En effet, force est de constater que depuis que le Directeur général a pris ses fonctions, la FAO est devenue sans doute plus dynamique et doit faire face à des tâches importantes lui permettant de poursuivre les progrès accomplis. C'est la raison pour laquelle je voudrais joindre ma voix à celles d'autres représentants des États Membres, plaidant de façon énergique en faveur de l'augmentation d'un pourcent de la valeur réelle du budget.

Mesdames et Messieurs, au moment où nous célébrons les victoires contre la faim, il nous semble important de vouloir vous présenter quelques éléments de notre petite expérience dans ce processus intéressant mais parfois complexe de lutte contre la faim chez nous.

En effet, le nombre de personnes sous-alimentées à Sao Tomé-et-Principe a été considérablement réduit, passant de vingt-sept mille individus en 1990-1992 à treize mille en 2010-2012. Ce qui signifie que le pays a pu atteindre le but de l'ODM 1 sur la sous-alimentation; c'est-à-dire que nous avons réussi à réduire le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015.

Comme nous l'avons dit hier lors de la remise du diplôme délivré par notre Organisation commune, il s'agit au premier abord d'une reconnaissance d'efforts constamment déployés par toute une population qui a joué un rôle déterminant dans ce combat. Ensuite, nous soulignons que ce progrès considérable n'aurait pas pu être accompli sans le concours de la FAO elle-même qui nous a beaucoup soutenu notamment dans la mise en place des stratégies et des programmes nationaux dans le cadre général de la réduction de la pauvreté dans le pays dont la sous-alimentation ne constitue que l'un des aspects. Nous avons manifesté au nom des autorités de Sao Tomé-et-Principe toutes nos reconnaissances à tous ceux qui d'une façon ou d'autre ont participé à ce succès, y compris les organisations non-gouvernementales parmi lesquelles figure l'institut Marqués de Val Flor, une ONG portugaise qui coopère avec l'État depuis plus de vingt ans dans le domaine des soins primaires de santé, dans l'enseignement secondaire et dans l'assurance alimentaire.

Mesdames et Messieurs, la malnutrition a un coût économique énorme. Jusqu'à cinq pour cent des revenus mondiaux comme le souligne la FAO dans l'édition 2013 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. L'augmentation de la production ne suffira pas à elle seule à mettre un terme à la faim, et la protection sociale non plus. Nous avons besoin des deux. Nous devons envisager la faim selon une approche plus globale comme l'a très bien souligné samedi Amartya Sen lors de la conférence McDougall.

Mesdames et Messieurs, le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle mis en place par le Gouvernement avec l'assistance technique notamment de la FAO et d'autres institutions du système des Nations Unies spécialistes des questions agricoles telles que le FIDA, le PAM, a été envisagé comme une priorité nationale et dans ce sens a joué un rôle important dans l'atteinte des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et ceux de 2001 pour le développement OMD entraînant une réduction considérable du nombre de personnes sous-alimentées à Sao Tomé-et-Principe.

Dans le but d'envisager des solutions pour apporter des réponses plus adéquates aux défis que nous avons relevés au cours de la constitution du nouveau gouvernement, nous avons été amenés à créer un Ministère de l'agriculture, pêche et développement rural de façon à bien permettre, particulièrement, de cerner les enjeux de l'agriculture en vue du renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et du développement de l'ensemble de cette terre agricole. Il est notoire, la dégradation des terres et de l'eau, l'extension des terres consacrées à l'agriculture et à l'élevage au détriment des forêts et des terres marginales ainsi que la perte de la biodiversité et l'épuisement de stock de poissons dans les océans sont, pour ne citer que ceux-là, quelques-uns des résultats négatifs de la manière dont nous produisons.

Le problème environnemental est considéré comme une priorité incontournable dans notre vie journalière. Toutefois, devant les faiblesses institutionnelles et l'absence de conditions matérielles et humaines, nous devons renforcer la résilience des communautés rurales afin qu'elles puissent mieux faire face aux aléas climatiques extrêmes toujours plus fréquentes et engendrées par le changement climatique.

Le monde a changé et nous estimons que la FAO doit s'adapter afin d'aider les pays à atteindre leurs objectifs de sécurité alimentaire et de développement durable car il ne suffit pas de produire. Certes,

nous devons produire, consommer, mais aussi utiliser nos ressources naturelles de manière raisonnable de façon à ce qu'elles durent, et nous devons faire en sorte que les plus vulnérables y aient davantage accès.

Monsieur le Directeur général, je suis pleinement convaincu que dans l'exercice de vos importantes fonctions à la tête de notre Organisation, vous allez continuer d'apporter votre valable contribution pour la réforme dont elle a besoin. Je termine tout en réitérant ma conviction dans les rôles déterminants que la FAO continuera à jouer à l'échelle mondiale dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Je vous remercie.

Applause

Applaudissements

Aplausos